

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/565

7 mai 2004

(04-2033)

---

Original: anglais

## SOUTIEN DU FMI AUX AJUSTEMENTS DE BALANCE DES PAIEMENTS LIES AU COMMERCE

Document préparé par les services du Fonds monétaire international<sup>1</sup>

---

---

<sup>1</sup> Ce document est diffusé avec la permission du Fonds monétaire international, pour l'information des délégations.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Soutien du FMI aux ajustements de balance des paiements liés au commerce**

Préparé par le Département de l'élaboration et de l'examen des politiques  
(en consultation avec d'autres Départements)

Approuvé par Mark Allen

27 février 2004

<b>RÉSUMÉ ANALYTIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>II. CONSEQUENCES D'UN NOUVEL ACCORD COMMERCIAL MULTILATERAL POUR LES BALANCES DES PAIEMENTS.....</b>	<b>6</b>
A. CHAMP DES NEGOCIATIONS ET SOURCES DES DEFICITS DE BALANCE DES PAIEMENTS .....	6
B. IMPACT DES MESURES DE LIBERALISATION INTERNES.....	8
C. ESTIMATION DE L'IMPACT DE CHOCS SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS.....	9
D. ESTIMATION DE L'IMPACT NET D'UN ACCORD COMMERCIAL MULTILATERAL .....	12
E. NATURE DES IMPACTS SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS ET CONSEQUENCES POUR LE SOUTIEN DU FMI .....	13
<b>III. MECANISME D'INTEGRATION COMMERCIALE.....</b>	<b>13</b>
A. VUE D'ENSEMBLE .....	13
B. L'ALTERNATIVE .....	15
C. AUTRES ASPECTS DE L'ASSISTANCE DU FMI AUX AJUSTEMENTS LIES AU COMMERCE .....	15
<b>IV. MODALITES DU MECANISME D'INTEGRATION COMMERCIALE PROPOSE.....</b>	<b>16</b>
A. CONDITIONS REQUISES.....	16
B. ACCES .....	16
C. CONDITIONNALITE .....	19
D. CONDITIONS DE FINANCEMENT ET ECHELONNEMENT DES REMBOURSEMENTS .....	20
E. EXAMEN .....	20
F. RELATIONS AVEC LES OPERATIONS DE PRET DE LA BANQUE MONDIALE .....	20
<b>V. IMPACT SUR LA LIQUIDITE DU FMI ET CONSEQUENCES POUR SES RESSOURCES.....</b>	<b>21</b>
A. COMPTE DES RESSOURCES GENERALES (CRG).....	21
B. COMPTE DE FIDUCIE DE LA FRPC .....	22
C. CONSEQUENCES POUR LES RESSOURCES EN PERSONNEL.....	22

**VI. CONCLUSIONS ..... 23**

Encadrés

1. Estimations de l'érosion des préférences..... 10
2. Programme de la Banque mondiale à l'appui du commerce ..... 21

Tableaux

1. Exportations de textiles et vêtements d'un échantillon de pays vers les États-Unis  
et l'UE ..... 11
2. Schématisation de l'accès sous les scénarios de référence et de déviation ..... 17

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La libéralisation multilatérale des échanges a apporté une contribution majeure à la croissance sans précédent que l'économie mondiale a connue ces 50 dernières années. En s'attaquant aux restrictions qui entravent encore le commerce, le Programme de Doha pour le développement adopté dans le cadre de l'OMC peut bénéficier à tous les pays. L'ouverture accrue de l'environnement commercial mondial aurait à terme un impact très nettement positif, mais elle obligerait les pays à s'ajuster. Le coût de cet ajustement suscite des préoccupations, en particulier parmi les pays en développement, ce qui complique encore les négociations de l'OMC.

Le Mécanisme d'intégration commerciale (MIC) proposé par le FMI vise à apaiser la crainte que la mise en œuvre des Accords de l'OMC n'entraîne des déficits temporaires de balance des paiements. L'érosion des préférences tarifaires sur d'importants marchés d'exportation, l'évolution défavorable des termes de l'échange de produits alimentaires ou l'expiration (en 2005) des contingents prévus par l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements pourraient entraîner des besoins de balance de paiements. Dans la plupart des pays, les déficits enregistrés ne seront probablement pas importants et devraient être plus que compensés, finalement, par l'impact positif d'une ouverture accrue des échanges commerciaux. Dans certains cas, néanmoins, ils pourraient être considérables sur la courte période.

Le projet de MIC précise les modalités selon lesquelles le FMI autoriserait l'accès à ses ressources pour répondre à des besoins de balance des paiements découlant d'ajustements liés au commerce. En particulier, le FMI:

- serait prêt à envisager, avec les pays confrontés à de tels déficits de balance des paiements, la conclusion de nouveaux accords dans le cadre des instruments de prêt existants, à savoir les tranches supérieures de crédit, le Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC);
- prendrait en compte l'impact anticipé de l'ajustement commercial sur la balance des paiements des pays membres pour déterminer le niveau d'accès approprié au titre des nouveaux accords et des accords en vigueur ("scénario de base"); et
- serait prêt à augmenter le montant de ces accords dans le cadre de procédures simplifiées s'il apparaît que l'effet de balance des paiements est plus important que prévu ("scénario de déviation").

Le MIC s'inscrit dans le droit fil de la politique actuelle du FMI en matière de soutien à la balance des paiements et avec les buts de l'institution tels qu'ils sont énoncés à l'article premier de ses statuts. Il ne s'agit pas d'un mécanisme spécial visant à fournir des ressources à des conditions spéciales, mais plutôt d'une politique conçue pour faire en sorte que le décaissement de ces ressources dans le cadre des instruments existants soit plus prévisible. Un mécanisme similaire a été créé pour rendre plus prévisible le financement des opérations de réduction de l'encours et du service de la dette conduites dans le cadre du Plan Brady appuyé par le FMI. En l'occurrence, et comme il est prévu pour le MIC, les conditions financières étaient celles de la politique dans le cadre de laquelle l'accès était octroyé (tranches supérieures de crédit, MEDC ou FRPC).

Le MIC ne devrait accroître que modérément les financements du FMI, ce pour deux raisons. Premièrement, l'importance explicite accordée aux ajustements commerciaux garantira que ceux-ci seront estimés avec soin et incorporés aux programmes appuyés par le FMI. Deuxièmement, le scénario de déviation confortera les pays membres dans l'assurance qu'il sera possible de faire face à des ajustements plus importants que prévu.

Un pays membre pourrait demander à bénéficier du MIC s'il s'attend à enregistrer un déficit net de la balance des paiements résultant de mesures qui ont été prises par d'autres pays et qui débouchent sur un accès aux marchés plus ouvert et non discriminatoire pour les produits et les services. Normalement, il devrait s'agir de mesures adoptées soit i) en vertu d'un accord de l'OMC, soit ii) sur une base non discriminatoire. Les conséquences des initiatives de libéralisation prises par les pays membres eux-mêmes ne seraient pas couvertes par le MIC, mais le FMI continuera bien sûr d'aider ces derniers à anticiper et à gérer les conséquences des réformes qu'ils entreprennent dans leur pays conformément aux engagements du Cycle de Doha, y compris en examinant s'il y a lieu d'apporter des financements dans le cadre de ses politiques actuelles.

L'adoption d'un dispositif visant à répondre aux besoins financiers nés de la libéralisation multilatérale du commerce se justifie à plus d'un titre. Premièrement, plusieurs membres seront sans doute confrontés à de tels besoins. Même s'ils ne sont finalement que quelques-uns à avoir besoin d'une assistance financière, le MIC contribuerait à la mise en place d'un cadre commun d'analyse et de soutien financier applicable à tous les membres. Deuxièmement, les événements auxquels ce dispositif vise à répondre sont prévisibles et très largement exogènes, si on les considère du point de vue de chaque membre. Le mécanisme envisagé permettrait de centrer le dialogue avec les autorités, ce qui encouragerait à identifier d'emblée les besoins financiers et les initiatives à prendre pour y répondre. Troisièmement, et c'est le plus important, le MIC serait l'expression concrète de la cohérence de l'action conduite dans un domaine qui devrait dominer l'ordre du jour des politiques économiques multilatérales pour les années qui viennent. En répondant aux préoccupations spécifiques exprimées par les pays membres lors des négociations commerciales, ce mécanisme vise à faire progresser le Programme de Doha pour le développement.

Enfin, il est important de noter que l'assistance fournie par le FMI pour faire en sorte que les pays membres puissent tirer pleinement parti des possibilités qu'offre la libéralisation multilatérale des échanges ne se limite pas à un soutien financier. Les experts du FMI apportent une assistance importante et suivie en matière de réforme douanière, fiscale et tarifaire – en particulier pour amortir l'impact de la libéralisation sur les recettes publiques – et d'amélioration des données. Dans les domaines de sa compétence, le FMI apporte aussi un concours actif à la mise en œuvre du Cadre intégré, qui vise à assurer une meilleure prise en compte des réformes commerciales dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et à coordonner l'assistance technique liée au commerce. Dans l'exercice de la mission de surveillance prévue à l'article IV, le FMI s'efforce de recenser, avec les autorités nationales, les chances et les risques propres à chaque pays et à concevoir des réponses adaptées aux défis de l'intégration internationale. Il a par ailleurs renforcé ses capacités de recherche dans le domaine du commerce, et participe à l'élaboration de méthodes d'évaluation de l'impact que les réformes décidées dans le cadre du Cycle de Doha ont sur les pays membres.

## **I. INTRODUCTION**

**1. La libéralisation multilatérale des échanges a apporté une contribution majeure à la croissance sans précédent que l'économie mondiale a connue ces 50 dernières années. En s'attaquant aux restrictions qui entravent encore le commerce, le cycle de négociations actuel de l'OMC peut bénéficier à tous les pays.** Parce qu'il est axé sur le développement, le Cycle de Doha ouvre des perspectives particulières aux efforts déployés pour promouvoir une intégration plus poussée des pays en développement dans l'économie mondiale et, partant, diversifier leurs sources de croissance. Le succès de ces négociations signifierait à la fois une amélioration ambitieuse de l'accès aux marchés, pour les produits agricoles et industriels comme pour les services, et une réduction significative des subventions qui ont des effets de distorsion des échanges.

**2. L'ouverture accrue de l'environnement commercial international serait globalement bénéfique pour les économies, mais obligerait les pays à s'ajuster.** Le coût de cet ajustement

suscite des préoccupations, en particulier parmi les pays en développement, ce qui complique encore les négociations de l'OMC. Il est possible de promouvoir l'ajustement et d'en atténuer les conséquences sociales par des politiques, des investissements et des réformes institutionnelles destinés à stimuler la réponse de l'offre et à consolider les dispositifs de protection sociale. Le FMI peut aider ses membres dans cet effort en veillant à ce que le dialogue qu'il entretient avec eux dans le cadre des consultations de l'article IV soit davantage centré sur ces questions. En outre, le FMI et la Banque mondiale disposent d'une panoplie d'instruments qui leur permettent d'aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des réponses adaptées en leur apportant une assistance technique et financière ainsi qu'un appui dans le domaine analytique.

3. **La mise en œuvre des accords issus du Cycle de Doha risque aussi de provoquer des déséquilibres temporaires de balance des paiements.** La crainte des déséquilibres externes que pourraient entraîner l'évolution des termes de l'échange, la libéralisation des importations ou - surtout - l'intensification de la concurrence sur les marchés d'exportation suite à l'érosion des préférences commerciales a conduit un certain nombre de pays en développement à se demander s'il était sage de souscrire à un Cycle de Doha ambitieux. Bien que le FMI ait fourni des assurances quant à l'appui qu'il apportera dans le cadre de ses politiques et instruments actuels, plusieurs membres ont préconisé une approche plus ciblée, qui s'attaque aux effets de l'ajustement commercial sur la balance des paiements et soit suffisamment souple pour répondre à des déficits imprévus.

4. **Durant une réunion informelle du Conseil d'administration tenue le 3 septembre 2003, les administrateurs ont examiné les grandes lignes d'un nouveau dispositif qui permettrait au FMI de moduler le soutien qu'il apporte à tous ses membres en fonction des exigences particulières de l'ajustement commercial et, dans l'immédiat, du Cycle de Doha.** La première Directrice générale adjointe a ensuite annoncé l'initiative proposée par le FMI lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún. Enfin, le Comité monétaire et financier international réuni à Dubaï à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI a approuvé cette initiative et souligné qu'elle apporterait une contribution importante aux efforts engagés pour aider les pays membres à faire face à l'impact transitoire des réformes commerciales.

5. La section II expose les motifs du mécanisme proposé. Les sections III et IV examinent les principaux volets de cette nouvelle politique, et la section V évalue les conséquences qu'elle pourrait avoir pour la liquidité du FMI et ses ressources en personnel. Enfin, la section VI résume ces réflexions.

## **II. CONSEQUENCES D'UN NOUVEL ACCORD COMMERCIAL MULTILATERAL POUR LES BALANCES DES PAIEMENTS**

### **A. CHAMP DES NEGOCIATIONS ET SOURCES DES DEFICITS DE BALANCE DES PAIEMENTS**

6. **Les négociations conduites dans le cadre du Cycle de Doha lancé par l'OMC en 2001 viseront à dégager des engagements plus ambitieux sur un large éventail de questions,** telles que l'accès aux marchés des produits et des services, les disciplines applicables aux mesures de soutien ayant des effets de distorsion des échanges et les mesures commerciales correctives, les règles afférentes à une série de mesures internes liées au commerce ou le traitement spécial et différencié des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA). La Déclaration de Doha envisage, entre autres, des réformes d'envergure dans le secteur de l'agriculture qui, jusqu'à présent, n'a connu qu'une modeste libéralisation de fait.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Voir "Market Access for Developing Country Exports—Selected Issues," SM/02/280, Révision 1, 26 septembre 2002.

7. **Le succès des négociations du Cycle de Doha offrira aux pays en développement comme aux pays industriels de nouvelles possibilités de s'intégrer davantage au système commercial mondial.** La libéralisation multilatérale imaginée dans le Cycle de Doha devrait avoir, au total, un impact important et positif. Néanmoins, elle pourrait s'accompagner de coûts d'ajustement et d'une détérioration de la balance des paiements dans les pays où son impact net à moyen et à long terme sera favorable. Le creusement possible de ces déséquilibres est lié, en grande partie, à la libéralisation prévue précisément dans ces domaines où le Cycle de Doha est censé entraîner des progrès significatifs pour les pays en développement – l'agriculture et les produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, où les niveaux de protection demeurent élevés et les mesures de soutien qui faussent les échanges nombreuses.

8. **Les négociations ont mis en lumière plusieurs conséquences d'un accord sur le Cycle de Doha qui pourraient déboucher sur des déficits temporaires de balances des paiements:** l'érosion de la marge des préférences tarifaires au titre d'accords commerciaux préférentiels (ACP) suite à la baisse des droits NPF (nation la plus favorisée), la détérioration des termes de l'échange des importateurs nets de produits alimentaires suite à la réduction des subventions à l'agriculture, et l'intensification de la concurrence sur les marchés des textiles et vêtements suite à l'expiration des contingents bilatéraux prévue pour 2005 par l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements (ATV). Bien qu'il ait été conclu lors du Cycle d'Uruguay, cet accord n'en a pas moins soulevé des préoccupations durant les négociations actuelles, au cours desquelles il a été lié à l'érosion possible des préférences pour les mêmes produits. Le Mécanisme d'intégration commerciale (MIC) vise à répondre aux évolutions de ce type qui résulteraient d'initiatives de libéralisation – convenues collectivement – engagées par les partenaires commerciaux d'un pays, plutôt que de mesures prises par ce pays lui-même.

9. **S'il est vrai que des préoccupations similaires ont été exprimées lors de cycles antérieurs de libéralisation commerciale multilatérale, les effets d'un accord sur le Cycle de Doha pourraient être plus importants.**<sup>3</sup> La Déclaration de Doha fixe des objectifs ambitieux pour la libéralisation du commerce dans l'agriculture, où les obstacles tarifaires qui subsistent sont particulièrement élevés. Les réductions tarifaires du Cycle d'Uruguay – le premier à couvrir intégralement le secteur agricole – ont été appliquées à des droits dont certains avaient été initialement relevés suite à la "tarification" des contingents, et la formule retenue permettait à beaucoup de produits importants d'échapper à une libéralisation significative.<sup>4</sup> Il en va de même des subventions, pour lesquelles les réductions convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay ont été appliquées à une période de référence où leur niveau dépassait nettement celui en vigueur au moment de l'accord, et n'ont donc entraîné concrètement que des baisses limitées. En outre, les marges de préférence se présentaient traditionnellement sous forme de réductions fixes ou en pourcentage des taux NPF.<sup>5</sup> Bon nombre de taux préférentiels ayant été fixés à zéro dans des dispositifs récents tels que la Loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), l'initiative "Tout sauf les armes" ou les accords d'association de l'Union européenne, une baisse des taux NPF se traduit

---

<sup>3</sup> Pour la raison donnée dans ce paragraphe, le Cycle d'Uruguay n'offre pas un "banc d'essai" approprié pour évaluer l'impact possible du Mécanisme d'intégration commerciale proposé.

<sup>4</sup> La formule retenue lors du Cycle d'Uruguay était une moyenne simple des réductions tarifaires de 36 pour cent, assortie d'un minimum de 15 pour cent pour chaque ligne tarifaire. Étant donné que quelques lignes tarifaires couvraient à elles seules bon nombre des droits concernés, la réduction moyenne visée n'impliquait pas plus que des réductions minimales pour beaucoup des droits les plus élevés et les plus importants.

<sup>5</sup> À l'exception notable des accords successifs de Lomé conclus par l'Union européenne, qui autorisaient l'entrée en franchise de droits d'une vaste gamme de produits, même si les préférences étaient plus limitées pour les produits agricoles sensibles.

directement par une érosion des préférences. Enfin, comme il a été dit plus haut, l'expiration progressive des contingents dans le secteur des textiles n'entrera en vigueur pour l'essentiel qu'en 2005, même si elle a déjà fait l'objet d'un accord. Ensemble, le secteur des textiles et celui de l'agriculture représentent une grande part de la valeur des régimes de préférences pour les pays en développement.

## B. IMPACT DES MESURES DE LIBERALISATION INTERNES

10. **Les déséquilibres temporaires des paiements peuvent aussi aller de pair avec la mise en œuvre des engagements pris par un pays dans le cadre d'un accord multilatéral.** On peut concevoir, par exemple, que la libéralisation entraîne un vif essor des importations. Un certain nombre de délégations de pays en développement ont attiré l'attention sur les pertes de recettes fiscales attendues des réductions tarifaires. Si rien n'est fait à cet égard, il est possible que ce manque à percevoir se traduise par des pressions sur la balance des paiements. La libéralisation du commerce des services, y compris dans le domaine financier, pourrait déclencher des flux de capitaux qui – bien qu'ils représentent potentiellement une source de bénéfices importants en cas d'accord sur le Cycle de Doha – risquent aussi d'augmenter la volatilité des réserves si le cadre macro-économique ou réglementaire est fragile.

11. **Dans de tels cas, toutefois, il est impossible de considérer l'impact sur la balance des paiements, et en fait l'apparition de l'événement négatif lui-même, séparément du cadre macro-économique et de la réponse des autorités.** Il est possible d'éviter une hausse brutale des importations en adoptant une gestion macro-économique appropriée. La stabilité macro-économique, la politique menée sur le plan réglementaire et l'échelonnement judicieux des mesures prises peuvent contribuer efficacement à atténuer la volatilité des flux de capitaux. L'érosion des recettes douanières dépend des caractéristiques des régimes tarifaire et douanier et peut souvent être contenue par d'autres mesures fiscales, telles que l'arrêt des exonérations, l'amélioration de la gestion des droits de douane et des taxes ou le renforcement de la fiscalité intérieure. Néanmoins, les pays vulnérables dans l'un ou l'autre de ces trois domaines – ceux où les recettes douanières représentent une part essentielle des recettes publiques ou dont le secteur bancaire évolue dans un cadre prudentiel fragile, par exemple – doivent suivre de près toute avancée de la libéralisation afin de s'assurer que les mesures d'accompagnement sont en place. L'assistance technique, et notamment celle du FMI, peut jouer un rôle important à cet égard.<sup>6</sup>

12. **Les initiatives de libéralisation internes et les mesures d'accompagnement sont une composante type des programmes appuyés par le FMI et ne sont pas propres au cadre des négociations multilatérales.** Le FMI reste bien évidemment prêt à aider les pays membres à anticiper et à gérer les conséquences des réformes intérieures qu'ils entreprennent conformément aux engagements du Cycle de Doha, y compris en examinant s'il y a lieu d'apporter des financements dans le cadre de ses politiques actuelles. La réforme du régime du commerce intérieur, notamment dans le domaine des services, fait souvent partie intégrante du cadre de politique économique global qui sous-tend les programmes appuyés par le FMI. Il serait donc artificiel de la prendre en compte au titre d'une politique distincte, et cela pourrait même compliquer la conception et la négociation des programmes. C'est pourquoi il est proposé que les conséquences des mesures de libéralisation prises par les pays eux-mêmes ne soient pas couvertes par le MIC, qui a pour objectif d'offrir une procédure simple permettant de désamorcer certaines des inquiétudes que soulèvent les réformes plus larges associées aux négociations commerciales internationales en cours.

---

<sup>6</sup> Le Directeur général du FMI, dans son allocution au Conseil général de l'OMC (13 mai 2003) a indiqué que le FMI était prêt à examiner toute demande d'assistance technique concernant la gestion des conséquences d'une érosion des recettes douanières qui résulterait de la libéralisation des échanges.



C. ESTIMATION DE L'IMPACT DE CHOCS SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS

13. **L'impact spécifique des réformes commerciales est souvent difficile à mesurer et à distinguer d'autres facteurs.** C'est particulièrement le cas des réformes pour lesquelles la réponse de l'offre des pays tiers est à la fois incertaine et déterminante pour l'évaluation de l'impact. D'autre part, les chiffres du commerce extérieur sont souvent disponibles avec un retard de plusieurs mois. Néanmoins, les techniques de modélisation, l'analyse des séries de données temporelles et certaines caractéristiques économiques peuvent donner des ordres de grandeur et aider à mettre au jour des facteurs de vulnérabilité. Des travaux sont en cours, au FMI et dans diverses autres institutions (Banque mondiale, CNUCED, OCDE, entre autres) pour affiner les méthodes d'évaluation de l'impact des réformes commerciales, et en particulier de l'érosion des préférences et de l'expiration de l'ATV.<sup>7</sup> À mesure qu'elles seront élaborées en 2004, les méthodes de ce type aideront les services du FMI et les autorités nationales à mieux chiffrer l'impact des réformes commerciales. Pour procéder à des calculs précis, il faudra aussi disposer de données solides sur le commerce extérieur. C'est dire que les autorités devront, dans les meilleurs délais, évaluer avec soin la qualité des statistiques du commerce extérieur et procéder aux améliorations requises, y compris en participant au Système général de diffusion des données.

14. **Les simulations des modèles laissent penser que, pour la plupart des pays, l'impact de l'érosion des préférences ne devrait pas être important. Cela dit, il pourrait être significatif pour une minorité d'entre eux.** L'encadré 1 montre comment cette érosion des préférences se répartit entre les pays bénéficiaires. Dans un scénario de libéralisation relativement ambitieux, seules deux douzaines de pays environ enregistreraient une réduction de la valeur unitaire des exportations supérieure à 2 pour cent. Les pertes de recettes d'exportation qui accompagneraient ce phénomène tendraient à être plus lourdes dans la mesure où le volume des exportations diminuerait sous l'effet de la concurrence par les prix. Subramanian (2003) estime néanmoins, à partir d'un modèle d'équilibre partiel simple, que la perte brute de recettes d'exportations provoquée par l'érosion des préférences serait inférieure à 2 pour cent des exportations pour l'ensemble des PMA.<sup>8</sup>

15. **On obtient des résultats similaires si l'on analyse l'incidence d'une réduction des subventions à l'agriculture, ou d'un découplage de celles-ci et des décisions de production, sur les termes de l'échange des importateurs nets de produits alimentaires.**<sup>9</sup> Comme il a été dit plus haut, la réduction effective des subventions dans le cadre du Cycle d'Uruguay a été relativement limitée. Pour la plupart des pays, la dégradation des termes de l'échange a probablement été bien inférieure à 1 pour cent<sup>10</sup> et la variation des prix de chaque produit a été de l'ordre de plus ou moins 5 pour cent. Les simulations d'un arrêt total des subventions qui ont un effet de distorsion des échanges concluent à un impact sur les prix pouvant atteindre 20 pour cent pour les principales

---

<sup>7</sup> La Banque mondiale parraine un projet destiné à évaluer dans quelle mesure les préférences sont utilisées, à l'heure actuelle, aux États-Unis et dans l'Union européenne. Un premier séminaire se tiendra à Genève le 31 mars 2004 pour présenter les méthodes retenues et leurs premiers résultats.

<sup>8</sup> Arvind Subramanian, "Compensation des pertes dues à l'érosion des préférences", dans "WTO Notes and Cover Letter from Ms. Krueger," EB/CWTO/03/2, 27 janvier 2003; publié par la suite par l'Organisation mondiale du commerce sous la cote WT/TF/COH/14, 14 février 2003.

<sup>9</sup> D'après les données de la FAO et du FMI, 17 pays en développement membres du FMI affichaient des importations nettes de denrées alimentaires supérieures à 20 pour cent de leurs exportations en 2001.

<sup>10</sup> James E. Anderson, 1997, "The Uruguay Round and Welfare in Some Distorted Agricultural Economies," NBER Working Paper 5923 (Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research).

denrées alimentaires<sup>11</sup>, mais les accords issus du Cycle de Doha ont peu de chance d'être aussi ambitieux. Plusieurs pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) sont aussi exportateurs nets de certains produits agricoles non alimentaires, de sorte que les effets de prix risquent de s'annuler partiellement, en ce qui concerne leur impact sur la balance des paiements. Enfin, la production intérieure de certains de ces PDINPA devrait s'accroître en réponse au renchérissement des prix, améliorant par là même leur bilan alimentaire interne.

Encadré 1. Estimations de l'érosion des préférences

L'ampleur de l'érosion des préférences dépend de l'importance des marges de préférences initiales et des formules de réductions tarifaires convenues lors des négociations multilatérales. Les deux dépendent fortement des produits en cause, et les marges de préférence diffèrent selon les relations commerciales bilatérales. En outre, les préférences effectivement utilisées tendent à être très sensiblement inférieures aux préférences officiellement prévues, soit parce que les exportateurs ne sont pas en mesure de satisfaire aux dispositions complexes des règles d'origine et autres procédures, soit parce que les marges sont trop étroites pour qu'il soit intéressant d'engager les efforts administratifs souvent considérables qu'elles supposent. La CNUCED a estimé que les taux d'utilisation des schémas SGP du Canada, de l'Union européenne, du Japon et des États-Unis étaient en moyenne inférieurs à 40 pour cent, quelle que soit la source.<sup>1</sup> Le tableau ci-dessous, qui repose sur l'hypothèse prudente d'un taux d'utilisation des préférences égal à 100 pour cent, indique la baisse des valeurs unitaires des exportations, pays par pays, dans un scénario où la libéralisation NPF entraîne une baisse de 40 pour cent des préférences, en supposant des produits homogènes et des prix constants sur les marchés mondiaux (seules les baisses supérieures à 2 pour cent sont prises en compte).<sup>2</sup> En réalité, les prix mondiaux de nombreux produits risquent d'augmenter, car la libéralisation NPF relèvera le niveau de la demande mondiale, modérant ainsi l'impact sur les valeurs unitaires des exportations. L'évolution des recettes d'exportation qui en résultera dépendra en outre de l'élasticité de l'offre d'exportation pour chaque produit. À titre d'exemple, une élasticité de l'offre d'exportation moyenne de 1 entraînerait une perte de recettes d'exportation représentant environ le double de l'évolution des valeurs unitaires des exportations affichée dans ce tableau.

**Diminution en pourcentage des valeurs unitaires moyennes des exportations suite à une réduction de 40% des marges de préférence résultant d'une réduction multilatérale des droits de douane (estimation)**

Pays les moins avancés		Autres pays en développement	
Malawi	6,6	Maurice	11,5
Mauritanie	4,8	Sainte-Lucie	9,8
Cambodge	4,1	Belize	9,1
Bangladesh	3,9	Saint-Kitts-et-Nevis	8,9
Maldives	3,5	Guyana	7,9
Haïti	3,3	Fidji	7,8
Cap-Vert	3,3	Dominique	5,5
Sao Tomé-et-Principe	2,7	Seychelles	4,2
Tanzanie	2,4	Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,4
Comores	2,0	Jamaïque	3,3
		Albanie	3,3
		Nicaragua	3,2
		Swaziland	3,0
		Serbie-et-Monténégro	2,9
		Tunisie	2,2
		Côte d'Ivoire	2,2
		Maroc	2,1
		République dominicaine	2,1

Sources: Structure et orientation des exportations: COMTRADE (Nations Unies). Régimes de préférence: Examens des politiques commerciales effectués par l'OMC, base de données TRAINS.

Note: Seule l'érosion des préférences vis-à-vis du Canada, de l'UE, du Japon et des États-Unis est prise en compte.

Le calcul des marges de préférences actuelles repose sur les données sur les droits de douane par ligne tarifaire à deux chiffres dans chaque schéma de préférence. Les données sur l'orientation des échanges ont été appliquées pour obtenir une marge de préférence pondérée par le commerce extérieur.

<sup>1</sup> CNUCED, 2003, "Trade Preferences for LDCs: An Early Assessment of Benefits and Possible Improvements," New York et Genève, septembre (projet).

<sup>2</sup> Ce serait le cas, par exemple, pour une réduction de 40 pour cent des taux NPF (légèrement supérieure donc à la moyenne dans le cadre du Cycle d'Uruguay) sur un marché offrant un accès préférentiel en franchise de droits, comme cela se ferait pour de nombreux produits exportés dans le cadre de l'initiative "Tout sauf les armes" de l'UE ou de la Loi AGOA des États-Unis.

<sup>11</sup> Voir, par exemple, Stephen Tokarick, 2003, "Measuring the Impact of Distortions in Agricultural Trade in Partial and General Equilibrium," document de travail du FMI 03/110.

16. **L'impact de l'expiration progressive des contingents textiles est encore plus difficile à prédire, mais il pourrait être considérable pour un certain nombre de pays.** Afin d'éviter des ajustements abrupts, l'ATV a prévu que la libéralisation du commerce des textiles et des vêtements devait s'échelonner en quatre étapes couvrant la période 1995-2004. Dans la pratique, toutefois, la libéralisation des contingents restrictifs a été reportée à la dernière étape, et l'on estime qu'environ 80 pour cent des contingents restent à supprimer avant la fin de la période de mise en œuvre. Les signes d'une évolution de la compétitivité des pays producteurs ont d'ores et déjà commencé à se faire sentir et pourraient donner une indication de l'évolution qui suivra la libéralisation totale en 2005. En 2002, alors qu'environ 15 pour cent des contingents restrictifs avaient été supprimés (étape 3 de l'ATV), la Chine a accru ses exportations des produits concernés vers les États-Unis et l'Union européenne de plus de 2 milliards de dollars EU, tandis que beaucoup d'autres fournisseurs enregistraient une contraction de leurs exportations en valeur et que les prix unitaires à l'importation chutaient brutalement (tableau 1).

Tableau 1. Exportations de textiles et vêtements d'un échantillon de pays vers les États-Unis et l'UE  
(Produits libérés à l'étape 3 de l'ATV, variations en pourcentage, janvier-septembre 2001  
et janvier-septembre 2003)

Exportations vers les États-Unis			Exportations vers l'Union européenne <sup>1</sup>		
Origine	Variation en valeur (dollars)	Variation en volume	Origine	Variation en valeur (euros)	Variation en volume
Monde	16,7	64,4	Monde	5,1	27,5
Chine	193,6	652,6	Chine	90,8	377,1
Pakistan	13,2	27,7	Roumanie	19,9	27,2
Inde	12,2	1,8	République tchèque	7,8	1,3
Turquie	-9,5	-9,2	Turquie	-3,0	-22,8
Égypte	-20,0	-20,0	Tunisie	-4,3	-18,0
Mexique	-20,5	-10,8	Inde	-12,5	-9,5
Indonésie	-35,7	-36,3	Maroc	-12,7	-19,0
Cambodge	-43,2	-31,1	Sri Lanka	-21,6	-0,6
Bangladesh	-43,6	-41,9	Bangladesh	-41,2	-8,4
Philippines	-57,9	-53,8	Thaïlande	-44,8	-26,9
Sri Lanka	-57,9	-64,5	Viet Nam	-49,0	6,6
Thaïlande	-62,0	-64,7	Indonésie	-50,1	-30,7

<sup>1</sup> N'inclut que les catégories libérées à l'étape 3 de l'ATV pour lesquelles des contingents s'appliquaient à la Chine.

Sources: United States International Trade Commission et Communautés européennes, respectivement.

17. **Les conséquences pour la balance des paiements peuvent être plus importantes si les pays sont soumis simultanément à plusieurs évolutions défavorables.** Si l'on utilise un échantillon simple d'indicateurs de vulnérabilité aux évolutions de la politique commerciale indiquées plus haut, toutefois, il semblerait que seul un nombre relativement limité de pays pourraient enregistrer des impacts significatifs provenant de plus d'une source.<sup>12</sup>

<sup>12</sup> Ces indicateurs sont: i) une baisse estimée des valeurs unitaires des exportations de 2 pour cent ou plus associée à une érosion de 40 pour cent des préférences; ii) des importations nettes de produits alimentaires représentant plus de 20 pour cent des exportations; iii) une mesure composite de la vulnérabilité reposant sur la concentration des exportations de textiles et de vêtements, les taux d'utilisation des contingents et la capacité d'ajustement. Selon ces critères forcément arbitraires, seul un pays (le Cap-Vert) serait vulnérable aux trois perturbations, et dix autres seraient soumis à deux d'entre elles. Dans certains cas, des événements

D. ESTIMATION DE L'IMPACT NET D'UN ACCORD COMMERCIAL MULTILATERAL

18. **L'impact de la conclusion du Cycle de Doha sur la position commerciale extérieure ou la balance des paiements d'un pays ne se limite pas, bien évidemment, aux perturbations susmentionnées.** Pour être complète, l'analyse devrait prendre en compte la modification du profil des échanges, à mesure que les importations et les exportations s'ajustent de façon plus générale au nouvel environnement dans lequel s'inscrit la politique commerciale. Les études disponibles laissent penser que l'impact net d'un accord global sur l'évolution des exportations serait, à terme, très largement positif pour tous les groupes de pays.<sup>13</sup> Par exemple, les simulations effectuées à partir du modèle du commerce international Global Trade Analysis Project montrent que tout impact négatif tend à être plus que compensé par d'autres facteurs (même si les estimations sont très sensibles aux spécifications des paramètres). Parmi ces autres facteurs, on retiendra notamment les avantages tirés de l'amélioration de l'accès aux marchés dans les pays qui n'offrent pas à l'heure actuelle d'accès préférentiel, et en particulier l'impact positif que les efforts de libéralisation déployés par chaque pays exercent sur sa compétitivité.<sup>14</sup>

19. **Même si son impact net à long terme est positif, la libéralisation risque de s'accompagner de coûts d'ajustement immédiats et d'une détérioration passagère de la balance des paiements.** Quant aux modifications de la politique commerciale convenues dans le cadre de l'OMC, elles sont en général mises en œuvre sur de nombreuses années. L'économie dispose donc de davantage de temps pour s'ajuster. L'impact négatif enregistré pour une année donnée tendra à être plus modeste et sera progressivement compensé par l'impact positif de l'ouverture des marchés des partenaires commerciaux. L'impact de l'expiration progressive des contingents au titre de l'ATV pourrait être une exception, puisque l'accord est conçu de façon à ce que ses effets se fassent sentir pour l'essentiel à la fin d'une période de mise en œuvre de dix ans, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

20. **Il est difficile, dans la pratique, d'estimer avec précision les conséquences de la libéralisation du commerce pour la balance des paiements.** Les modèles d'équilibre général reposant sur une prise en compte détaillée des produits et des paramètres fiables n'existent pas pour de nombreux pays. Pour être exhaustive, l'évaluation supposerait en outre l'examen des conséquences macro-économiques d'une libéralisation multilatérale. La seconde vague d'effets macro-économiques pourrait se faire sentir à la fois par l'intermédiaire du compte des transactions courantes (où l'évolution des revenus réels ou de la distribution des revenus peut influencer sur le solde épargne/investissement) et du compte de capital (où les sorties de capitaux pourraient être encouragées). L'accroissement du revenu réel que la libéralisation multilatérale entraînera à travers le monde devrait renforcer, plus généralement, les performances commerciales. Enfin, les conséquences pour la balance des paiements dépendraient aussi du régime de change en vigueur dans le pays en cause.

---

commerciaux différents pourraient avoir des impacts sur la balance des paiements s'annulant directement l'un l'autre.

<sup>13</sup> Cela ne serait pas nécessairement vrai pour chaque pays pris individuellement, et en considérant isolément la politique commerciale. Cela dit, l'ouverture commerciale est inextricablement liée à d'autres aspects des réformes visant à promouvoir la croissance et les exportations, et la recherche des causes exactes présente un intérêt théorique plutôt que pratique.

<sup>14</sup> Voir Global Economic Prospects 2004: Réaliser les promesses de développement du Programme de Doha (Banque mondiale: Washington).

E. NATURE DES IMPACTS SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS ET CONSEQUENCES POUR LE SOUTIEN DU FMI

21. Il est important, quand on réfléchit au bien-fondé et à la structure de la réponse financière que le FMI pourrait apporter à ce type d'ajustements commerciaux, de noter que **les conséquences d'un accord commercial multilatéral diffèrent de celles d'autres chocs**, tels que l'instabilité des prix des produits de base:

- **Premièrement, les modifications apportées aux prix relatifs et à l'accès aux marchés seront permanentes.** Les pays membres devront s'ajuster à ces modifications permanentes de l'environnement commercial mondial et pourraient être confrontés, durant la période d'ajustement, à une détérioration temporaire de leur balance des paiements. On peut néanmoins présumer qu'à terme, l'impact de ces changements sera positif, et que les ajustements qui pourraient s'imposer seront en grande partie structurels plutôt que macro-économiques.
- **Deuxièmement, les mesures qui vont provoquer ces impacts sont annoncées à l'avance et peuvent être anticipées, plutôt que soudaines et imprévisibles.** Leur impact sur la balance des paiements peut donc être incorporé dans le scénario de référence d'un programme appuyé par le FMI.
- **Troisièmement, la détermination *ex ante* de l'ampleur exacte des impacts soulève des difficultés pratiques, ce qui signifie que les résultats effectifs risquent bien sûr de différer des projections.** Cela donne à penser qu'il ne sera pas possible, en l'occurrence, d'établir une règle précise liant les impacts à l'accès aux ressources du FMI – comme dans le cas du Mécanisme de financement compensatoire (MFC). Cela implique aussi que toute politique mise en œuvre devra présenter une certaine souplesse.

22. **La vitesse de l'ajustement et la durée de l'impact négatif que pourrait enregistrer la balance des paiements dépendront de la réponse de l'offre d'exportations et de l'aptitude des pays touchés à diversifier leur base de production intérieure et leurs exportations.** Bon nombre des mesures visant à promouvoir l'ajustement sont de nature micro-économique – politique de l'emploi, programmes de formation, infrastructures, réforme institutionnelle. D'autres initiatives peuvent être nécessaires pour amortir l'impact social sur les segments de la population très exposés aux secteurs touchés. Ces questions relèvent de la compétence de la Banque mondiale et d'autres institutions. Quoi qu'il en soit, comme l'ont montré des épisodes antérieurs de libéralisation des échanges, le rôle du FMI – appuyer la mise en œuvre de politiques macro-économiques et d'un cadre budgétaire appropriés et l'adoption de mesures propres à instaurer un environnement plus favorable, globalement, au développement des entreprises – sera souvent important et complémentaire à ces initiatives.

### III. MÉCANISME D'INTÉGRATION COMMERCIALE

A. VUE D'ENSEMBLE

23. **Le mécanisme proposé préciserait les modalités selon lesquelles le FMI donnerait accès à ses ressources, si nécessaire, pour répondre à un besoin de balance des paiements lié à l'effet net de mesures commerciales spécifiées.**<sup>15</sup> Conformément au principe d'uniformité de traitement, le

---

<sup>15</sup> Ces mesures sont énoncées à la section IV.

Mécanisme d'intégration commerciale serait ouvert à tous les pays membres du FMI, qu'ils appartiennent ou non à l'OMC. Plus précisément, le FMI:

- serait prêt à envisager de **nouveaux accords dans les tranches supérieures de crédit ou au titre du MEDC ou de la FRTC**, avec des pays confrontés à des déficits de balance des paiements résultant d'événements commerciaux spécifiques;
- prendrait en compte l'impact anticipé de ces événements pour déterminer le **niveau d'accès approprié** lorsqu'il discuterait de nouveaux accords avec les autorités, ou dans le cadre du processus de revue des programmes ("scénario de référence"); et
- serait prêt à **augmenter le montant des accords** passés avec les pays qui ont déjà incorporé un scénario d'ajustement commercial de référence dans leur programme, mais où l'impact effectif sur la balance des paiements se révèle plus important que prévu ("scénario de déviation").

24. **Le MIC ne serait pas un mécanisme spécial fournissant des ressources à des conditions spéciales, mais plutôt une politique conçue pour faire en sorte que le décaissement de ces ressources dans le cadre des instruments existant soit plus prévisible.** Un mécanisme similaire a été mis en place pour rendre plus prévisible le financement d'opérations de réduction de l'encours et du service de la dette conduites dans le cadre du Plan Brady appuyé par le FMI.<sup>16</sup> En l'occurrence, et comme ce serait le cas pour le MIC, il n'était pas prévu de conditions de financement spéciales.

25. **L'adoption d'un mécanisme visant à répondre aux besoins financiers nés de la libéralisation multilatérale du commerce se justifie à plus d'un titre.** Premièrement, plusieurs membres devront sans doute faire face à de tels besoins. Même s'ils ne sont que quelques-uns à avoir finalement besoin d'une assistance financière, le MIC contribuerait à la mise en place d'un cadre commun d'analyse et de soutien financier applicable à tous les membres. Deuxièmement, les événements visés par ce dispositif sont prévisibles et très largement exogènes, si on les considère du point de vue de chaque membre. Le mécanisme adopté permettrait de centrer le dialogue avec les autorités, ce qui encouragerait à identifier d'emblée les besoins financiers et les mesures à prendre pour y répondre. Troisièmement, le MIC serait l'expression concrète de la cohérence de l'action conduite dans un domaine qui devrait dominer l'ordre du jour des politiques économiques multilatérales pour les années qui viennent.<sup>17</sup> En répondant aux préoccupations spécifiques exprimées par les pays membres lors des négociations internationales, ce mécanisme vise à faire progresser le Programme de Doha pour le développement. Le FMI a indiqué le soutien qu'il est prêt à apporter dans le cadre de ses politiques actuelles, mais celles-ci se sont révélées insuffisantes pour conforter les pays membres, qui ont continué à se demander s'il était souhaitable de se fixer des objectifs de libéralisation ambitieux, eu égard à leurs répercussions possibles sur la balance des paiements. Quatrièmement, enfin, les pays pourraient réviser à la hausse leurs propres engagements s'ils sont assurés de recevoir un soutien, ce qui devrait avoir un effet positif sur leurs performances économique.

26. **Lors d'une réunion informelle du Conseil d'administration tenue le 3 septembre 2003, certains administrateurs ont exprimé leur crainte que le MIC n'affaiblisse, plutôt qu'il ne raffermisse, la volonté de libéraliser le commerce, et qu'il ne diminue les incitations à procéder à**

---

<sup>16</sup> "Fund Support for Debt Reduction Operations—Preliminary Considerations," EBS/89/78, 19 avril 1989.

<sup>17</sup> Les directions du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC ont souligné à maintes reprises leur volonté de favoriser la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au plan international.

**l'ajustement nécessaire.** Cependant, les pays membres ne pourront bénéficier du MIC que si des événements commerciaux spécifiés se produisent. Le MIC ne remplacera donc pas les engagements de libéralisation, mais devrait tendre au contraire à affaiblir une source possible d'opposition à la libéralisation. L'accès au titre du MIC serait lié à la mise en œuvre d'un cadre de politique économique adéquat, ce qui assure qu'il ira de pair avec les ajustements qui pourraient s'imposer.

27. **Le MIC s'inscrirait dans l'approche évolutive adoptée par le FMI vis-à-vis des pays à faible revenu.** La méthode appliquée dans le cadre du MIC serait souple; elle éviterait de généraliser le relèvement de l'accès à tous les pays membres à faible revenu, et canaliserait l'assistance financière du FMI vers ceux qui font face à des modifications exogènes de leur environnement économique.

#### B. L'ALTERNATIVE

28. **On pourrait envisager d'autoriser les pays à procéder à des achats ponctuels hors du cadre d'un accord, mais cette alternative soulèverait un certain nombre de difficultés.** La plus notable tient au fait qu'un soutien de cette nature doit quand même s'inscrire dans un environnement macro-économique approprié, ce qui peut impliquer un ajustement. La question s'est posée dans le cadre du MFC, qui a été modifié en 2000 afin de permettre des achats ne s'inscrivant pas dans le cadre d'un accord, mais *seulement* dans les cas où la situation de la balance des paiements est jugée par ailleurs satisfaisante, ce qui est rarement le cas. En outre, le MIC a un atout majeur: le caractère plus prévisible de l'accès, qui serait bien établi par ce mécanisme donnant l'assurance que les ressources du FMI seront utilisées sous certaines conditions spécifiées. La solution alternative peut aussi être rejetée au motif que la possibilité de décaissements ponctuels intervenant hors du cadre d'un accord n'est pas envisagée en ce qui concerne la FRPC.

#### C. AUTRES ASPECTS DE L'ASSISTANCE DU FMI AUX AJUSTEMENTS LIES AU COMMERCE

29. **L'assistance fournie par le FMI pour aider les pays membres à tirer pleinement parti des possibilités qu'offre la libéralisation multilatérale des échanges ne se limite pas à un soutien financier.** Étant donné la complexité croissante des négociations et des politiques commerciales ainsi que les contraintes administratives, logistiques ou autres qui entravent le commerce et peuvent limiter la réponse de l'offre, l'assistance technique et le renforcement des capacités sont des aspects essentiels du Programme de Doha pour le développement. Les experts du FMI apportent une assistance importante et suivie en matière de réforme douanière, fiscale et tarifaire – en particulier pour atténuer l'impact de la libéralisation sur les recettes publiques<sup>18</sup> – et d'amélioration des données. Dans les domaines de sa compétence, le FMI apporte aussi un concours actif à la mise en œuvre du Cadre intégré, qui vise à assurer une meilleure prise en compte des réformes commerciales dans les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et à coordonner l'assistance technique liée au commerce. Dans l'exercice de la mission de surveillance prévue à l'article IV, le FMI s'efforce de recenser, avec les autorités nationales, les chances et les risques propres à chaque pays et à concevoir des réponses adaptées aux défis de l'intégration internationale. Il a par ailleurs renforcé ses capacités de recherche dans le domaine du commerce, ce qui le rendra mieux à même de coopérer à l'élaboration de méthodes d'évaluation de l'impact des réformes décidées dans le cadre du Cycle de Doha sur les pays membres.

---

<sup>18</sup> Les services du FMI ont consacré plusieurs études à l'impact de la libéralisation du commerce sur les recettes publiques; c'est le cas, par exemple, de l'Étude spéciale n° 180 de Ebrill et autres (1999) intitulée "Revenue Implications of Trade Liberalization" et de "Revenue Implications of Trade Liberalization" (SM/01/255, 8 août 2001). D'autres travaux en cours visent à approfondir cette question pour faciliter la surveillance et l'assistance technique du FMI.

#### IV. MODALITES DU MECANISME D'INTEGRATION COMMERCIALE PROPOSE

##### A. CONDITIONS REQUISES

30. **Les pays membres réuniront les conditions requises pour bénéficier du soutien du FMI au titre du MIC s'ils affichent un besoin de balance des paiements résultant d'événements commerciaux spécifiés et ont adopté un cadre de politique économique qui appuie l'ajustement.** Le MIC pourrait être activé au moment de l'approbation d'un nouvel accord auquel s'appliquerait la conditionnalité des tranches supérieures de crédit, ou lié à l'achèvement de la revue d'un programme dans le cadre d'un accord en vigueur.

31. **Plus précisément, seuls pourraient bénéficier du MIC les pays en proie à des difficultés de balance des paiements dues à des mesures de libéralisation commerciale prises par d'autres pays qui ont pour effet d'ouvrir davantage l'accès aux marchés pour les produits et les services ou qui suppriment des subventions ayant des effets de distorsion des échanges.** Les mesures de libéralisation permettant de bénéficier du MIC se limiteraient normalement à celles introduites i) dans le cadre d'un Accord de l'OMC ou ii) sur une base non discriminatoire. S'il n'est pas dans notre intention de dresser une liste exclusive des événements pouvant permettre de bénéficier du MIC, ceux-ci couvriraient en règle générale les mesures entraînant:

- a) l'érosion des marges de préférence sur des marchés d'exportation clés;
- b) une modification des termes de l'échange de produits alimentaires au détriment des importateurs nets de ces produits; ou
- c) une intensification de la concurrence sur les marchés des textiles et vêtements suite à l'expiration des contingents bilatéraux.

Comme il a été noté plus haut, les mesures de libéralisation permettraient normalement de bénéficier du MIC si elles s'inscrivent dans le cadre de l'OMC. Ce serait aussi le cas si elles sont prises dans un autre contexte (unilatéralement ou sur une base régionale), pour autant qu'elles bénéficient à tous les membres du FMI sur une base non discriminatoire. Par exemple, l'érosion des préférences résultant, pour certains pays en développement exportateurs, de la réforme des marchés agricoles d'une des principales puissances commerciales, pourrait permettre à ces pays de bénéficier du MIC, que la réforme en question soit juridiquement consolidée dans le cadre de l'OMC ou non.

32. **Pour être mieux à même de surmonter leurs problèmes de balance des paiements résultant d'événements défavorables liés au commerce, les pays membres continueront de pouvoir bénéficier du soutien du FMI au titre des autres politiques en vigueur.** Ils ne seront pas empêchés non plus de chercher une aide financière en dehors du MIC pour remédier aux types de problèmes de balance des paiements que le MIC a vocation de corriger.

##### B. ACCÈS

33. **L'accès au titre du MIC serait déterminé dans le cadre du mécanisme au titre duquel l'accès aux ressources du FMI est fourni (tranches supérieures de crédit, MEDC ou FRPC).** Dans le scénario de référence, l'impact anticipé des événements commerciaux spécifiés serait pris en considération pour déterminer l'écart de financement global et trouver un juste équilibre entre ajustement et financement. Le scénario de déviation envisage des procédures simplifiées pour augmenter, dans des circonstances données, le niveau d'accès au titre de l'accord sous-jacent. Les chocs liés au commerce seraient aussi pris en compte pour déterminer l'accès au titre des politiques ordinaires du FMI en l'absence de MIC, mais on peut penser que l'existence d'un mécanisme spécifique devrait entraîner, dans des circonstances comparables par ailleurs, une augmentation de



l'accès aux ressources du FMI. Il est vraisemblable en effet qu'une attention accrue serait accordée aux facteurs de vulnérabilité liés au commerce et que l'équilibre entre ajustement et financement se déplacerait, en particulier dans le scénario de déviation. Ce rééquilibrage refléterait l'impact généralement favorable des réformes commerciales avec le temps, et l'avantage qu'il y a à contribuer - en apaisant les préoccupations de balance des paiements liées au commerce - à une libéralisation plus large de l'environnement commercial mondial.

Tableau 2: Schématisation de l'accès sous les scénarios de référence et de déviation

Accord en vigueur antérieur au MIC	MIC approuvé	Revue du programme: Demande à bénéficier du MIC. Modification possible de l'accès sous le scénario de référence, en fonction de l'impact projeté	Impact de l'ajustement commercial sur la balance des paiements	Le relèvement du niveau d'accès sous le scénario de déviation est envisagé si l'impact effectif dépasse les projections de référence
Nouvel accord suivant l'approbation du MIC		L'impact projeté sous le scénario de référence est pris en compte dans la détermination de l'accès à l'approbation de l'accord		Le relèvement du niveau d'accès sous le scénario de déviation est envisagé si l'impact effectif dépasse les projections de référence

### Scénario de référence

34. **Le scénario de référence du MIC répondrait aux besoins anticipés de balance des paiements durant l'application d'un programme appuyé par le FMI.** Les conditions requises pour que le scénario de référence s'applique seraient établies dans le cadre de l'élaboration d'un programme ordinaire, soit au début d'un accord, soit au moment de la revue du programme prévue. Lorsqu'un pays demanderait à bénéficier du MIC, les services du FMI s'appliqueraient, avec les autorités nationales et d'autres institutions financières internationales s'il y a lieu, à déterminer l'impact sur la balance des paiements escompté, durant la période du programme, suite à des événements commerciaux spécifiés au paragraphe 31 ("Impact de référence"). À mesure que de nouvelles informations seraient connues, la projection serait mise à jour lors des revues suivantes du programme.

35. **L'impact de référence, défini comme l'impact direct escompté<sup>19</sup> d'un événement commercial avant tout ajustement, serait la base des discussions économiques avec les autorités.**

<sup>19</sup> L'impact direct est un "impact net" au sens étroit du terme, c'est-à-dire l'impact sur les exportations ou les importations diminué des variations d'autres postes directement associées. Par exemple, l'impact d'une

L'effort d'ajustement convenu prendrait en compte le déroulement de l'impact et tout effet de compensation que l'existence d'un environnement commercial globalement plus ouvert pourrait entraîner – avec un certain décalage, peut-être – pour la balance des paiements. Les performances commerciales révisées seraient insérées dans le cadre d'évolution de la balance des paiements à moyen terme et prises en compte dans le calcul des niveaux d'accès accordés au titre de l'accord, soit à l'approbation de celui-ci, soit au moment de la revue du programme (le niveau d'accès total restant normalement conforme aux politiques générales d'accès aux ressources du FMI).

36. **Dans le cadre de la revue du programme, le FMI envisagerait une modification de l'accès au titre de l'accord en vigueur**, mais seulement si un examen approfondi des modifications escomptées de l'environnement commercial aboutit à un déficit net révisé de la balance des paiements accompagné de besoins d'ajustement dépassant les projections antérieures, et si ce changement est imputable à l'impact anticipé d'événements commerciaux spécifiés.<sup>20</sup>

### Scénario de déviation

37. **Le Conseil pourrait décider d'augmenter le montant d'un accord soutenu dans le cadre du MIC lorsque l'impact effectif sur la balance des paiements (*ex post*) est plus important que prévu dans le scénario de référence** (l'écart étant qualifié de "déviation"). On reconnaît ainsi le fait que, si les réformes convenues par exemple dans le cadre du Cycle de Doha – une fois celui-ci signé – sont elles-mêmes prévisibles, leur impact net peut s'entourer d'une grande incertitude. L'augmentation du montant de l'accord se ferait donc au vu des besoins de financement *nets* au moment considéré, lesquels seront imputables en grande partie aux réformes commerciales spécifiées du paragraphe 31.

38. **En approuvant le scénario de référence, le Conseil signalerait sa volonté d'envisager une augmentation du montant de l'accord pour couvrir une déviation, le cas échéant.** La déviation serait définie par rapport au scénario de référence établi au moment de l'approbation du MIC, sauf lorsque l'accès aux ressources du FMI aurait été modifié dans le cadre de la revue d'un programme. Dans ce dernier cas, le scénario de référence retenu dans la décision d'accès révisée serait la référence utilisée pour mettre en lumière une déviation. Sachant combien il est problématique de démêler les causes simultanées d'un déficit, il serait difficile de lier l'ampleur de l'augmentation du montant de l'accord dans le scénario de déviation à une estimation précise de la déviation par rapport au scénario de référence. Les services du FMI recommandent plutôt que l'on considère que les pays membres remplissent les conditions requises pour bénéficier, au titre du MIC, d'une augmentation d'un montant plafonné (voir ci-après) si:

- a) le pays membre enregistre effectivement un besoin de balance des paiements plus important que prévu,
- b) celui-ci n'est pas dû au fait que les mesures convenues n'ont pas été mises en œuvre, et
- c) le FMI estime que le déficit est lié à des événements commerciaux spécifiés dont l'impact a dépassé les anticipations antérieures.

---

réduction des exportations de vêtements serait considéré net de la diminution des importations de tissus nécessaires à leur confection.

<sup>20</sup> Il convient de distinguer cette modification de l'accès, qui reposerait sur l'impact *projeté* des événements commerciaux, de l'augmentation possible *ex post* dans le cadre du scénario de déviation du MIC (qui repose sur l'impact *effectif* de l'événement commercial).

Pour augmenter le montant de l'accord au titre du scénario de déviation du MIC, il faudrait que le programme sous-jacent soit resté sur la bonne voie, à l'exception de déviations enregistrées (par rapport aux objectifs de réserves internationales nettes, par exemple) qui pourraient avoir un rapport avec des événements liés au commerce. L'augmentation du montant de l'accord n'impliquerait donc pas, normalement, un surcroît de conditionnalité.

39. **L'augmentation possible dans le scénario de déviation serait plafonnée à 10 pour cent de la quote-part pour chaque accord.**<sup>21</sup> Si l'on plafonne l'augmentation type à un niveau relativement modeste, il sera plus facile d'accepter qu'elle obéisse à des procédures simplifiées sans fragiliser outre mesure les dispositifs de sauvegarde du FMI. L'examen d'une augmentation au titre d'un scénario de déviation pourrait avoir lieu en dehors du cycle normal des revues du programme, auquel cas l'augmentation du montant devrait intervenir normalement par défaut d'opposition, une fois déterminé que i) le programme est resté globalement sur la bonne voie, et ii) le financement additionnel est justifié par le type de besoin de balance des paiements que le MIC a vocation de couvrir.

40. **Si un membre était confronté à un déficit, par rapport au scénario de référence, qui ne pourrait être couvert par une augmentation du montant de l'accord égale à 10 pour cent de la quote-part, le programme soutenu par l'accord sous-jacent devrait être réévalué en totalité.** Il serait important, en particulier, de redéfinir le dosage approprié d'ajustement et de financement. Ce type de réévaluation du programme répondant à un choc beaucoup plus brutal que prévu pourrait supposer à la fois un relèvement de l'accès et une nouvelle conditionnalité.

#### C. CONDITIONNALITE

41. **La conditionnalité serait établie en fonction de l'accès au titre de l'accord sous-jacent.** La conditionnalité liée à l'accès au titre d'un accord incorporant le MIC dans le scénario de référence<sup>22</sup> ne différerait pas, quant au fond, de celle envisagée (dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de MIC) pour l'accord sous-jacent, pour autant que l'objectif principal soit d'assurer la mise en place d'un cadre macro-économique ordonné et d'un environnement économique propice à l'ajustement. Néanmoins, en dépit du fait que tout impact macro-économique négatif de la libéralisation devrait être temporaire, il pourrait arriver bien sûr que certains événements commerciaux auxquels le MIC est censé remédier soient suffisamment importants, et que l'on s'attende à ce qu'ils aient un impact suffisamment durable, pour qu'ils modifient de façon significative le dosage approprié des politiques macro-économiques. Ces modifications, et la conditionnalité qui pourrait le cas échéant les accompagner, seraient incorporées dans l'accord sous-jacent au moment de son approbation initiale, ou dans le cadre du processus de revue du programme.

42. **L'ajustement sera approprié si les politiques macro-économiques judicieuses sont en place. Il faudra aussi que l'action conduite s'inscrive dans un cadre global permettant aux consommateurs de répondre à l'évolution des prix mondiaux, aux investisseurs et aux producteurs de s'adapter à la redéfinition des avantages comparatifs et aux politiques sociales de fournir un filet de protection adéquat aux plus démunis.** Ces conditions sont conformes à celles posées dans tout programme soutenu par le FMI, et n'excluent pas la possibilité d'inclure, s'il le faut, des conditions liées au commerce dans le programme sous-jacent. Il ne serait pas indiqué,

---

<sup>21</sup> Ces 10 pour cent ne sont pas un objectif et, au cas où le FMI approuverait une succession d'accords de courte durée en faveur du pays membre, l'activation antérieure du scénario de déviation en réponse à un événement commercial particulier pourrait être prise en compte dans la détermination de l'accès.

<sup>22</sup> Comme il a été dit, on ne s'attend pas à ce que l'accès au titre du *scénario de déviation* s'accompagne d'un surcroît de conditionnalité.

cependant, qu'un pays membre bénéficiant de l'appui du FMI au titre du MIC adopte, ou continue d'appliquer, des politiques qui l'empêcheraient de s'ajuster au nouvel environnement commercial.

D. CONDITIONS DE FINANCEMENT ET ECHELONNEMENT DES REMBOURSEMENTS

43. **Les conditions de financement au titre du MIC seraient celles de la politique dans le cadre de laquelle l'accès initial a été accordé (tranches supérieures de crédit, MEDC, FRTC).** Des pays membres à faible revenu ou à revenu intermédiaire pourraient envisager d'utiliser le nouveau MIC, et ses conditions de financement devront donc refléter leurs différences de situation. Contrairement à d'autres politiques ou mécanismes comme la Facilité de réserve supplémentaire ou de Facilité dite "de l'an 2000", censées répondre à des chocs de courte durée, le MIC couvrirait des événements commerciaux susceptibles d'imposer un ajustement structurel qui ne différerait pas, dans sa durée, d'autres processus d'ajustement envisagés dans des programmes appuyés par le FMI, ce qui laisse penser que les conditions de remboursement de la politique ou du mécanisme sous-jacent seraient en l'occurrence appropriées. Les décaissements au titre d'un accord incorporant le MIC seraient échelonnés de manière à refléter le profil général des besoins de financement, y compris ceux liés aux événements pris en compte pour permettre au pays de bénéficier du MIC.

E. EXAMEN

44. **Le MIC étant conçu pour faciliter un ajustement à des événements commerciaux spécifiés qui se déroulera sur une période donnée, il devrait être temporaire.**<sup>23</sup> Le choix de la date appropriée pour mettre fin au dispositif envisagé dépendra largement (mais pas exclusivement, toutefois) de la mise en œuvre des mesures convenues lors du Cycle de Doha. Les services du FMI proposent que le Conseil d'administration examine les premiers résultats du MIC après une période de trois ans, et se prononce alors sur la durée de ce mécanisme.

F. RELATIONS AVEC LES OPERATIONS DE PRET DE LA BANQUE MONDIALE

45. **Alors que le FMI présentait le MIC lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, la Banque mondiale a annoncé qu'elle prenait une initiative parallèle pour répondre aux préoccupations d'ordre sectoriel et institutionnel liées au commerce (encadré 2).** L'initiative de la Banque mondiale pourrait permettre, par exemple, de libérer des ressources à l'appui de mesures visant à améliorer la compétitivité, la mobilité sur le marché du travail, l'investissement public, la facilitation et la logistique du commerce ou la réforme des institutions liées au commerce. Les pays qui utiliseront le MIC demanderont peut-être aussi à bénéficier de l'aide de la Banque mondiale au titre de ses propres instruments de prêt. Si les pays membres sollicitent à la fois le soutien du FMI et celui de la Banque mondiale au titre de ces nouveaux mécanismes, on s'attend à ce que les services des deux institutions coordonnent étroitement leurs efforts – conformément au cadre mis en place pour la collaboration FMI/Banque mondiale – pour s'assurer que les conseils de politique économique qu'ils donneront seront conçus en fonction des problèmes à résoudre, et que l'on s'efforcera d'éviter les cas de double conditionnalité entre les instruments mis en place par les deux institutions.

---

<sup>23</sup> Si l'impact d'une libéralisation unilatérale sur les pays tiers est couvert par la définition du paragraphe 31, l'objectif majeur du MIC est de répondre aux préoccupations liées aux négociations en cours à l'OMC dans le cadre du Cycle de Doha.

Encadré 2: Programme de la Banque mondiale à l'appui du commerce

Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, la Banque mondiale a annoncé son intention de renforcer ses activités d'analyse et de prêt afin d'aider les pays à tirer davantage parti de l'intégration des échanges. Le programme de la Banque mondiale s'ordonne en deux volets: a) l'affectation de nouvelles ressources à *la facilitation et à la logistique du commerce*, sous forme notamment d'investissements dans les installations portuaires, les réseaux routiers, les douanes et la réforme des institutions liées au commerce; et b) l'appui aux gouvernements qui élaborent des programmes de réforme commerciale pour améliorer leur compétitivité internationale, profiter des nouvelles possibilités de commerce et atténuer les coûts d'ajustement éventuels des programmes de réforme. Les ressources budgétaires libérées au titre de ce second volet aideront la population active à se porter vers les activités compétitives sur le plan international et financeront des programmes de garantie de revenus, de recyclage, etc.

La Banque appuie d'ores et déjà la facilitation et la logistique du commerce. Au total, 73 opérations de prêt liées au commerce sont en préparation avec 42 pays différents. La moitié environ de ces opérations privilégie la facilitation du commerce, condition essentielle de la compétitivité à long terme.

L'initiative en faveur de la facilitation du commerce a permis à la Banque mondiale de mettre au point de nouveaux instruments qui l'aideront à améliorer la qualité de ses opérations et la diffusion des pratiques optimales à travers le monde. La Banque mondiale a étoffé ses effectifs dans des domaines stratégiques tels que les services douaniers, la gestion des installations portuaires ou la sécurité de la navigation maritime.

Afin de démultiplier l'impact de ses initiatives, la Banque mondiale collabore avec d'autres agences et le secteur privé pour mobiliser, à l'échelle mondiale, un soutien en faveur de la mise en œuvre des réformes concernant la logistique et la facilitation du commerce, dans le cadre d'un partenariat mondial pour la facilitation du commerce et des transports. Ce groupe représente, pour plus d'une centaine de partenaires internationaux, une structure permettant de collaborer et d'échanger des informations, y compris dans le cadre du téléenseignement, sur les meilleures pratiques en vigueur dans le monde ou le renforcement des capacités, par exemple.

## V. IMPACT SUR LA LIQUIDITE DU FMI ET CONSEQUENCES POUR SES RESSOURCES

### A. COMPTE DES RESSOURCES GENERALES (CRG)

46. **On s'attend à ce que les achats effectués dans le cadre du MIC restent maîtrisables et ne mettent pas à mal la liquidité du FMI.** Avec ou sans MIC, le FMI peut être appelé à combler (en partie) les déficits de balance des paiements des pays membres. Le MIC pourrait néanmoins entraîner une augmentation de l'accès aux ressources de l'institution, comme il a été noté plus haut.

47. **Si l'on applique les critères énoncés à la note de bas de page 12, il apparaît que 17 pays membres non admissibles à la FRPC pourraient être vulnérables à au moins un événement commercial négatif retenu parmi les conditions requises pour bénéficier du MIC** (en considérant l'érosion des préférences, l'évolution des termes de l'échange de produits alimentaires et l'expiration des contingents bilatéraux dans le textile). Cinq d'entre eux appliquent actuellement un programme appuyé par un accord avec le FMI. Il est difficile d'estimer l'accès *additionnel* qui serait imputable au MIC. S'il est vrai que l'impact des événements commerciaux pourrait être très sensible dans certains cas, il se reflèterait dans les projections de balance des paiements et serait pris en compte au moins partiellement pour déterminer les financements du FMI dans le cadre des accords, même en l'absence de MIC. Dans l'hypothèse où un accès additionnel de 15 pour cent de la quote-part en moyenne pourrait être imputé au MIC, l'appel global aux liquidités du FMI sur toute la durée du processus d'ajustement commercial oscillerait entre 300 et 825 millions de DTS, selon que ces cinq pays seulement ou tous les pays vulnérables se prévaudraient du MIC dans le cadre d'un accord. Notons que les demandes pourraient s'accumuler aux alentours de la date d'expiration des contingents textiles,

à savoir début 2005 – sept des pays non admissibles à la FRPC sont considérés comme vulnérables à une intensification des pressions de la concurrence sur le marché des textiles.<sup>24</sup>

B. COMPTE DE FIDUCIE DE LA FRPC

48. **Le MIC pourrait avoir un impact plus sensible sur les ressources du Compte de fiducie de la FRPC, qui devront être suivies de près.** Comme dans le cas du CRG, le MIC pourrait entraîner une augmentation de l'accès, étant donné surtout les niveaux d'accès relativement faibles associés aux accords successeurs.

49. **Les services du FMI estiment que, sur les 76 pays admissibles à la FRPC<sup>25</sup>, 31 sont vulnérables à au moins un des événements commerciaux spécifiés au paragraphe 31.<sup>26</sup>** Dix-huit de ces pays appliquent à l'heure actuelle un accord FRPC. Là encore, si l'on retient l'hypothèse d'un accès additionnel moyen de 15 pour cent de la quote-part imputable au MIC - sous le scénario de base et/ou de déviation -, la demande supplémentaire de ressources de la FRPC sur la totalité de la période d'ajustement commercial serait de l'ordre de 500 à 600 millions de DTS (chaque pays tirant sur le MIC dans le cadre d'un accord). La partie basse de cette fourchette correspond au cas où seuls les pays qui appliquent actuellement un accord FRPC recevraient un accès additionnel, et la partie haute au cas où tous les pays qui peuvent faire l'objet de tels chocs bénéficieraient de cet accès additionnel. Étant donné que la demande supplémentaire de ressources de la FRPC s'étalerait sur plusieurs années, conformément au calendrier prévu pour la mise en œuvre des engagements de libéralisation du commerce, on estime, sur la base des projections actuelles, que les ressources disponibles pour les opérations de la FRPC permettraient de répondre à la demande supplémentaire. Cela dit, si les demandes tendaient à affluer autour de la date d'expiration des contingents de textiles en 2005, il pourrait être difficile d'y répondre – huit pays admissibles à la FRPC sont considérés comme vulnérables à une intensification de la concurrence.<sup>27</sup> Il faudra donc suivre régulièrement l'évolution des ressources disponibles.

C. CONSÉQUENCES POUR LES RESSOURCES EN PERSONNEL

50. **Si les conséquences du MIC pour les ressources en personnel sont difficiles à évaluer à l'heure actuelle, elles ne devraient pas être importantes.** La préparation de l'initiative a entraîné des dépenses à fonds perdus et le projet d'examen triennal de la politique conduite intensifierait les pressions qui s'exercent sur les services du FMI et son Conseil d'administration. La charge de travail des missions dans les pays membres devrait s'accroître elle aussi dans la mesure où, en réponse notamment aux demandes des autorités, les services du FMI devront présenter des données et des analyses plus détaillées de l'impact de la libéralisation multilatérale du commerce. L'impact sur les ressources dépendra en partie de l'aptitude des services du FMI à mettre en place des filtres qui lui permettent de se concentrer plus spécialement sur les pays représentant les cas les plus pertinents, afin de ne pas allouer trop de ressources aux cas qui le méritent moins. Le soutien des départements fonctionnels, et notamment du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques et du

---

<sup>24</sup> Une baisse de 5 pour cent des exportations de textiles et vêtements de ces pays équivaldrait à une perte de recettes proche de 1 milliard de dollars EU (sur la base de leurs exportations en 2000).

<sup>25</sup> À l'exception de l'Inde, qui a fait savoir qu'elle n'envisageait pas de tirer sur les ressources de la FRPC, et du Zimbabwe, qui fait l'objet d'une déclaration d'irrecevabilité en raison de ses impayés envers le FMI et ne peut plus tirer sur les ressources de la FRPC.

<sup>26</sup> Voir les critères de vulnérabilité énoncés à la note de bas de page 12.

<sup>27</sup> Une baisse de 5 pour cent des exportations de textiles et vêtements de ces pays représentait une perte de recettes d'exportation de 750 millions de dollars EU (sur la base de leurs exportations de 2000).

Département des études, sera important à cet égard. Pour les accords incluant le MIC, les rapports des services du FMI et les lettres d'intention/Mémoires de politique économique et financière devraient bien sûr accorder plus d'importance aux questions relatives à la politique commerciale et à la justification des demandes éventuelles, même si l'on n'y consacrerait sans doute pas beaucoup plus de temps ou d'efforts. L'échelonnement des besoins financiers dans le cadre du MIC dépendra aussi des progrès des efforts engagés pour conclure avec succès le Cycle de Doha; il n'en reste pas moins que certaines des inquiétudes auxquelles le MIC est censé répondre, en particulier celles qui sont liées à l'expiration progressive des contingents textiles, sont indépendantes du calendrier du Cycle de Doha.

**51. Les services du FMI proposent de revenir devant le Conseil avec une évaluation ferme des coûts lorsque les travaux sur les méthodes d'évaluation de l'impact seront plus avancés et les demandes de MIC plus précises.**

## **VI. CONCLUSIONS**

**52. C'est en réponse aux préoccupations exprimées par les pays en développement dans le cadre du Cycle de Doha que le MIC a été proposé.** De nombreux pays en développement ont hésité à apporter leur appui à des objectifs de libéralisation ambitieux dans le cadre du Cycle, faisant valoir qu'une libéralisation de ce type pourrait les rendre moins compétitifs sur les marchés d'exportation, détériorer leurs termes de l'échange et fragiliser leur balance des paiements. Une première analyse laisse penser qu'une majorité de pays ne sont sans doute pas fondés à entretenir de réelles craintes à ce sujet, mais que la libéralisation multilatérale pourrait soumettre temporairement une minorité d'entre eux à des pressions d'ajustement. S'il n'y a guère de doute que l'impact final d'un accord sur le Cycle de Doha serait très nettement positif, le moment où ses effets se feront sentir et la réponse de l'économie, sur lesquels pèsent quelques incertitudes, pourraient entraîner des déficits passagers de balance des paiements.

**53. Le MIC proposé vise à conforter les pays membres du FMI dans la conviction que le creusement de déséquilibres financiers passagers ne doit pas les empêcher de se fixer des objectifs de libéralisation ambitieux dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.**

---